



Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

104-3 | 2016

Perspectives critiques sur la ressource. Retours sur le ForumAlpin

La ressource n'est pas épuisée. Pour un concept renouvelé

Mari Oiry Varacca et Emmanuelle Tricoire



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/3516>

DOI : 10.4000/rga.3516

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Resource Is Not Yet Exhausted: Toward a Renewal of the Concept - URL : <https://journals.openedition.org/rga/3513> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Mari Oiry Varacca et Emmanuelle Tricoire, « La ressource n'est pas épuisée. Pour un concept renouvelé », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 104-3 | 2016, mis en ligne le 12 décembre 2016, consulté le 13 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rga/3516> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.3516>

Ce document a été généré automatiquement le 13 décembre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

La ressource n'est pas épuisée. Pour un concept renouvelé

Mari Oiry Varacca et Emmanuelle Tricoire

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce numéro a bénéficié du soutien de l'International Scientific Committee on Alpine Research (ISCAR) et du Laboratoire d'Excellence "Innovation et Territoires de Montagne" (LabEx ITEM).

NOTE DE L'AUTEUR

Nous tenons à remercier Bernard Debarbieux, Marie-Christine Fourny et Manfred Perlik pour leurs précieux conseils.

Souvent évoquée comme un point d'horizon ultime, jamais définie, la ressource constitue un levier opérationnel dans le champ des acteurs plus que dans le champ de la pensée critique. Le terme seul suscite de fortes attentes, son emploi frôle le marketing y compris dans la littérature scientifique.

Figure 1. « Ressource » : espoir d'une vie meilleure



L'aimant a été confectionné à l'occasion du ForumAlpin 2014 intitulé « Les ressources » par une pizzeria locale. Il nous a été donné par les commerçants apprenant que nous participions au Forum.

Photographie : Mari Oiry-Varacca.

Si un concept constitue une monnaie de la réflexion, valeur partagée permettant l'échange, il peut subir une inflation, être refrappé – critiqué, remis en cause, son interprétation discutée. Il est utilisé de manière fertile pour l'échange d'idées. Aussi loin que nous ayons pu voir, la ressource, ce « quelque chose qui, mis en valeur, peut donner lieu à des débouchés économiques »¹, n'est pas utilisé comme un concept, ni à propos des Alpes – au ForumAlpin portant sur ce thème² – ni ailleurs dans la recherche actuelle.

Ce dossier constitue un plaidoyer pour faire de la ressource un concept opérationnel dans le cadre d'une pensée critique de la société. C'est donc un effort pour aborder la ressource dans une visée et avec une portée théorique. Nous ferons d'abord un détour nécessaire pour analyser les réflexions qui traitent de la ressource et la manière dont elle y est définie. Les auteurs des articles qui suivent, chercheurs parfois au service des acteurs, ne peuvent pas toujours librement critiquer leurs prérequis du moment qu'ils alimentent les actions des acteurs – position essentielle à la recherche –, et se trouvent dans cette tension entre le champ des acteurs sociaux et celui de la pensée théorique. Notre position consiste à critiquer, c'est-à-dire à mettre en lumière et à questionner les présupposés scientifiques, et aussi idéologiques des politiques et des projets mis en œuvre par les acteurs sociaux pour développer des ressources : individus, association, État, institutions, entreprises, etc.

Dans la longue histoire de l'appel aux ressources, l'objectif d'enrichissement immédiat se double progressivement d'un corollaire, de plus en plus pensé comme nécessaire : éviter de nuire à l'environnement biophysique et social. L'objectif qui préside à la création de ressources nouvelles devient de plus en plus négocié, comme l'a étudié Claude Raffestin dans les années 1980, voire *pensé en amont de l'action*. La qualité de vie pour tous et non plus le gain immédiat pour soi seul devient un horizon essentiel de l'action, éclairé par l'intérêt actuel pour l'histoire environnementale (Mathis, 2015) et

par les travaux sur les relations entre savoir et pouvoir démocratique (Pestre, 2014). Dominique Pestre montre les limites actuelles de la gouvernance démocratique pour mesurer et circonscrire les dégâts causés par une exploitation des « ressources », sans limitation autre que le marché : l'État constituant un acteur fondamental, lié aux acteurs que sont les industriels, masque les dégâts environnementaux par une quantité de réglementations exponentielle, en retard permanent de 30 à 40 ans, produite par des institutions dont la création même a désamorcé la contestation qui est faite envers les industries. Enfin, la manière dont une société se projette, à l'articulation du changement et de l'enracinement dans l'existant, donc une réflexion sur les régimes d'historicité – la manière dont une société se projette dans un temps pensé spécifiquement, aujourd'hui – est fondamentale, comme le montre François Hartog (2003) à travers sa réflexion sur le rapport au temps des sociétés. Actuellement, quels effets induit une ressource pensée de manière à produire plus pour consommer plus ? Comment penser autrement la ressource ?

En amont de la réflexion, il est impératif de comprendre en quoi consiste le bien vivre. C'est donc une écologie de la ressource qu'il s'agit d'élaborer : comment passer du plus au mieux – mieux vivre sans tendre à consommer davantage, et éventuellement en consommant moins : « moins + mieux = bien plus ». Pour penser cette écologie de la ressource, nous adjoignons, en amont de la vulnérabilité du monde biophysique et sociétal, un outil pour des sciences sociales à la fois descriptives, analytiques et programmatives – dont l'objet est de décrire le monde tel qu'il est afin de pouvoir le penser et l'élaborer tel qu'il devrait être : l'*attentivité*, un détour nécessaire et une suspension de l'action, une attention portée à la vulnérabilité du monde, suivie d'effets structurels dans la manière de développer de nouvelles ressources, qui ne soient aucunement du marketing – des labels destinés à solliciter encore un certain type de consommation. Exciter la consommation n'est pas le seul mode de faire pour créer des ressources, c'est là une avancée qui devrait être acquise et diffusée de toute urgence. L'*attentivité* est un terme employé dans la plongée sous-marine qui peut ponctuellement nous servir d'éclaireur : on y fréquente un monde particulièrement vulnérable et interdépendant, laboratoire de notre monde, dans lequel le plongeur est susceptible d'être immédiatement atteint ou d'affecter le monde qu'il traverse. Les plongeurs définissent l'*attentivité*³ comme une « capacité indispensable pour maintenir le contrôle de son environnement et garantir la sécurité du groupe » et plus largement la « faculté d'un système ou d'une personne à ressentir en permanence la présence et la localisation des objets, des ressources et des personnes pour prendre en compte le contexte général d'usage » – usage du monde, pourrait-on dire. Quoi de plus littéralement transposable au monde actuel, pour appréhender la ressource dans cette localisation particulière que sont les Alpes ?⁴

Cette préface vise ainsi à montrer quelles sont les réflexions actuelles sur la ressource et comment les articles de ce dossier prennent place dans ce paysage, puis à faire des propositions à même d'alimenter une conceptualisation de la ressource. En partant du contexte alpin, concerné par des processus de mondialisation accélérés qui ont tendance à les fragiliser en les marginalisant, on peut trouver dans une « ressource » repensée un moyen de réfléchir aux manières de vivre bien, de préférence mieux, et non pas plus. Comment le concept de « ressource » peut-il nous faire réfléchir à ce qu'est « bien vivre » dans nos sociétés mondialisées ? Tel est à notre sens l'enjeu – majeur – d'une réflexion sur la ressource. Il s'agit, comme nous y invite le facteur d'*attentivité*, que nous convoquons ici dans le but de préciser notre approche, de

considérer la ressource comme un actant, c'est-à-dire de s'intéresser à la manière avec laquelle les acteurs la fabriquent, à ce que cela dit de leurs usages du monde, de leurs valeurs, de leurs représentations de ce qu'est vivre bien dans ce monde, de leur façon de l'habiter concrètement et symboliquement.

La fabrique des ressources en montagne : état de l'art

Dans les recherches présentées ici, la mobilisation de la notion de « ressource » accompagne le passage d'une compréhension des territoires de montagne comme des espaces retardataires, en manque de ressources et à l'écart des innovations qui se feraient ailleurs, à une appréhension de ceux-ci comme des territoires innovants, dans lesquels les acteurs s'ingénient à fabriquer sans cesse de nouveaux moyens de valoriser les spécificités propres à leurs régions, leur permettant d'y vivre bien, selon un mode singulier.

Il ne s'agit pas ici de faire un état des lieux des champs de recherche sur l'innovation en montagne (fait par Fourny, 2014 et Giraut, 2009⁵) mais plutôt d'analyser ce que les recherches sur la ressource en montagne disent de la montagne et de ce qui la caractérise par rapport aux autres espaces, de voir ce qu'elles disent de la nature de la ressource, et de comprendre quel est le statut de la ressource dans ces recherches. Il s'agit d'identifier des approches différentes de la ressource en montagne, qui ne se succèdent pas toujours de façon chronologique mais peuvent coexister.

De la montagne « en retard » à la montagne « innovante »

Bernard Debarbieux et Gilles Rudaz se sont attelés à déconstruire les représentations sociales et politiques mais aussi scientifiques de la montagne (2010), montrant comment a été édifié depuis le XVIII^e siècle le mythe d'une montagne éloignée du progrès et de la modernité, déterminée par un milieu naturel défavorable. Ce dernier n'est plus tenu pour unique responsable des maux des montagnards. Cependant subsistent aujourd'hui encore des approches qui adoptent la rhétorique du handicap et considèrent que la montagne reste à l'écart des innovations, et que les ressources ne peuvent venir que de l'extérieur. Ainsi, l'approche spatialiste, économiste, en appui sur les théories des lieux centraux et des pôles de croissance, assimile les montagnes à des périphéries dépendantes des centres : la distance aux pôles urbains, à partir desquels est diffusée l'innovation, ferait diminuer la valeur économique de ces espaces. Cette distance serait accentuée par le caractère multi-frontalier propre aux Alpes, faisant de cet espace une zone de confins. Ce type d'approche trouve son prolongement dans les études considérant que le contexte de mondialisation économique actuel renforce un archipel métropolitain à l'échelle mondiale (Veltz, 1996) qui fonctionne en réseau et en s'affranchissant des arrière-pays. D'autres études en aménagement constatent que la montagne dépend de modèles de développement inventés dans les pôles métropolitains. Elles voient dans l'exploitation de « ressources naturelles » particulièrement disponibles en montagne, comme la neige ou l'eau, un moyen d'intégrer la montagne dans le système économique dominant, via la réalisation de « stations de ski intégrées » ou encore de barrages hydroélectriques. Dans le même esprit, la nouvelle économie géographique (Krugmann, 1991) réfléchit aux moyens de

diffuser les effets d'un développement fatalement impulsé depuis les espaces métropolitains.

Récemment, une géographie économique plus critique (Perlik, 2015⁶) s'attache à montrer les effets de la dépendance des montagnes à l'égard de modèles et de représentations produits ailleurs (domination culturelle, accroissement des inégalités sociales) : devenues fournisseurs de ressources (en eau, en paysages, en foncier, en loisirs) pour les pôles métropolitains, les montagnes restent sous la dépendance de ces pôles.

Figure 2. Montagne ressource



Image d'accueil de vente de séjours en montagne sur venteprivée.com. Les Alpes délocalisées (la montagne n'est plus un lieu mais un matériau-ressource) sont-elles dénaturées ? Aucun lieu n'est reconnaissable, le séjour se vend comme « montagne ».

D'autres études (Gloersen, 2013 ; Tappeiner, Borsdorf, Tasser, 2008), réalisées à l'échelle macro-régionale, montrent l'hétérogénéité économique du massif alpin dans le nouveau contexte de l'économie de l'innovation, le creusement des écarts notamment en fonction de la proximité aux pôles métropolitains. L'article publié ici d'Erik Gloersen, Clemens Mader et Engelbert Ruoss, en réponse aux limites des politiques de l'Union européenne dans les Alpes, menées de manière selon eux trop uniforme à l'échelle du massif, propose de nouveaux modèles de gestion des territoires alpins intégrant la prise en compte de critères beaucoup plus subtils, pour permettre une meilleure prise en compte de la diversité de ces territoires. Les montagnes sont alors considérées comme des espaces aux caractéristiques variées, non uniquement déterminées par le rapport aux pôles métropolitains. Surtout, les montagnes sont perçues comme des espaces potentiellement innovants, dans lesquels les acteurs sont susceptibles de fabriquer des ressources, sans que cela se fasse nécessairement dans un rapport de dépendance aux métropoles.

Cette approche s'inscrit dans une tendance de la recherche à parler de ressource en même temps que d'innovation et à considérer la ressource comme un ingrédient de l'innovation. Dans le cadre d'une vision positive (voire positiviste) de la montagne, celle-ci apparaît comme un espace lui-même porteur d'innovations. La « ressource » est alors convoquée pour montrer la capacité des acteurs sociaux à inventer eux-mêmes et pour eux-mêmes des ressources (et non pas seulement à valoriser des « ressources » désignées comme telles par d'autres, au profit de populations extérieures aux

montagnes). Cette manière d'envisager la montagne et la ressource se décline de plusieurs autres façons.

La « ressource » se trouve ainsi mobilisée dans le cadre d'approches pragmatiques qui examinent les conditions de production de l'innovation et se veulent un appui aux acteurs de l'innovation en montagne. Ces approches, très présentes au ForumAlpin, s'inscrivent dans la perspective du « développement durable »⁷ et réfléchissent à l'articulation possible entre développement économique, amélioration des conditions de vie des montagnard(e)s et protection de l'environnement, dans un contexte de changements globaux qui affectent aussi les montagnes. Sont alors mobilisés les termes de « ressource naturelle », à valoriser et à protéger, et de « ressource économique », à créer et à renouveler. Le terme de « ressource » utilisé isolément permet de penser la manière avec laquelle on peut mobiliser ou créer des ressources sans les épuiser, en les faisant durer dans le temps. Il sert aussi une réflexion sur le développement durable des montagnes à l'échelle internationale, celles-ci étant considérées comme des ressources pour l'ensemble de l'humanité, et sur la nécessité d'intégrer ces dernières dans les agendas politiques notamment sur la scène internationale (Messerli et Ives, 1997). Ici, la « ressource » fait donc figure d'outil transitionnel permettant de penser autrement le développement des montagnes (un développement durable).

Est également développée une réflexion sur la « ressource » comme produit de la mobilisation des acteurs sur un territoire, notamment dans le champ de l'économie territoriale. Il s'agit de penser les modalités de révélation et de valorisation de ressources spécifiques, propres au territoire, intégrant des éléments de ce qui en fait sa singularité sociale et culturelle sur la longue durée (Gumuchian et Pecqueur, 2007). Les auteurs mettent en avant l'importance de la dynamique collective et de la proximité dans la fabrication de ressources territoriales. Le terme de « ressource » sert ici à penser de nouvelles modalités de développement pour les régions marginalisées : sont opposés un modèle basé sur la valorisation de ressources génériques, indépendantes du lieu où elles sont produites, conduisant à la dépendance des montagnes à l'égard des régions consommatrices de ces ressources ; et un modèle basé sur l'invention continue de nouvelles ressources spécifiques, source d'un développement plus endogène et plus durable.

Les innovations en montagne sont par ailleurs abordées de manière analytique en géographie culturelle et en géographie politique, dans le cadre d'approches qui ne s'inscrivent pas en premier lieu dans une démarche d'appui aux acteurs, contrairement aux précédentes. La ressource est alors pensée comme un construit anthropologique et politique.

Dans la lignée de l'histoire des représentations, des géographes se sont attelés à montrer combien les montagnards ont été inventifs dans l'art de faire de la montagne une ressource, sans cesse renouvelée. Ce film documentaire court (11') et réjouissant (Anton Michi, Stéphanie Piffeteau, Anaïs Valentini, 2015)⁸, en montrant comment un groupe social cherche des moyens de faire reculer, puis avancer, un glacier, illustre comment les ressources inventées par les humains évoluent en fonction de leur époque, des évolutions de l'environnement dans lequel ils vivent, de leurs besoins et de leurs croyances. La ressource, ce n'est pas le glacier mais la manière dont il est sollicité !

Figure 3. La ressource comme processus



« On a peut-être prié... un peu trop... Le glacier a commencé à reculer... »

Copie d'écran. <https://mediaserver.unige.ch/play/89890>.

Dans le même esprit, Sacreau (2011) analyse comment les produits touristiques en montagne ont changé au gré de l'évolution des pratiques touristiques, du regard porté par les acteurs sur la montagne. À la suite de Raffestin (1986), elle aborde la ressource touristique comme un construit d'acteurs qui évolue dans le temps. Elle invite à considérer la fabrication des ressources en montagne sur le temps long, dans le cadre de systèmes d'acteurs et en réponse à des besoins sociaux. Deux dossiers précédents de la JAR | RGA (Giraut, 2014⁹ ; Oiry-Varacca, 2012¹⁰) s'inscrivent dans une même perspective de géographie culturelle. L'intention était de porter l'attention sur les ressorts et les effets identitaires et culturels de l'invention de ressources, sur le fait que les projets menés par les acteurs en montagne peuvent avoir des objectifs économiques et/ou qu'ils peuvent viser à travailler des valeurs ou à affirmer l'appartenance à un groupe, notamment dans les contextes où le groupe a été marginalisé. Inventer de nouvelles ressources peut vouloir dire recomposer, redessiner les contours d'un collectif. La ressource se situe alors dans le groupe, dans le fait de le reproduire ou de faire bouger ses frontières. Font ressource pour les acteurs des « identités », entendues comme des ensembles mouvants, métissés, évoluant en fonction des contextes et des intentions des acteurs. Ces deux dossiers ont également montré le rôle souvent important attribué par les acteurs au tourisme dans l'invention de ressources en montagne : permettant de valoriser des objets et des pratiques présentés comme des patrimoines et comme emblématiques de valeurs, de singularités culturelles, il est instrumentalisé dans des stratégies économiques ainsi qu'identitaires, visant à redire sur la scène publique ce qui relie des individus. Deux des articles du présent dossier se situent dans la continuité de ces approches, en développant sur les ressources alpines une perspective anthropologique. L'article que nous présentons, de Valentina Porcellana, Giulia Fassio, Pier Paolo Viazzo et Roberta Clara Zanini, explore les enjeux de la transmission de patrimoines matériels et immatériels dans deux vallées de l'Ouest des Alpes italiennes, marquées par des héritages culturels forts (un héritage vaudois pour la première, walsen pour la seconde) et par des changements socio-économiques importants (difficultés de l'agropastoralisme pour la première, passage d'une économie

minière à une économie touristique pour la seconde). Les auteurs montrent le rôle clé joué par les acteurs locaux, familles élargies et municipalités, dans la transmission des patrimoines, comment ils font de ces patrimoines des ressources pour faire durer les communautés, tout en les faisant évoluer. Quant à l'article de Karin Zbinden Gysin, il s'intéresse à une communauté d'origine tyrolienne immigrée au Pérou depuis plusieurs générations, et montre comment le référent alpin structure la vie du groupe, comment il est utilisé dans la fabrication d'un sentiment d'appartenance, et comment, au fil du temps, ce référent se trouve redéfini dans une dynamique de métissage et mobilisé différemment, dans le cadre de stratégies qui correspondent aux nouveaux besoins de la communauté (développement de projets touristiques valorisant la dimension alpine de la communauté pour répondre à des besoins économiques et identitaires).

En géographie politique, les études portant sur les innovations en montagne se penchent sur les formes d'action collective, de jeux d'acteurs, d'organisation et d'arrangements territoriaux que l'on trouve notamment dans les espaces marginalisés, et s'intéressent aux formes de territorialité postmoderne (Antheaume et Giraut, 2005 ; Gerbaux et Giraut, 2000), à toutes les échelles : de l'échelle macro-régionale du massif alpin (Del Biaggio, 2013) à l'échelle locale de l'intercommunalité. Certains travaux, à l'intersection des sciences politiques et des sciences de l'environnement, s'intéressent à la ressource. Tel est le cas de l'article publié ici de Stéphane Nahrath et Christian Bréthaut qui se penche sur les conditions institutionnelles et politiques dans lesquelles, au sein des espaces touristiques alpins, des systèmes territoriaux de ressources peuvent être gérés de manière durable. En s'appuyant sur le cadre d'analyse des régimes institutionnels de ressources, les auteurs examinent comment s'articulent les acteurs dans la station de Crans-Montana, en Suisse. Ils plaident pour la mise en place de « stratégies de géopolitique ressourcielle », à l'échelle qui fait sens pour les acteurs et les territoires concernés (l'échelle intercommunale dans le cas analysé), en vue de coordonner ces acteurs et les différents régimes de ressources. Ici, ce qui fait ressource est un ensemble d'éléments interdépendants les uns des autres (l'eau, l'activité touristique) qui ne devient ressource que lorsque les acteurs se coordonnent. L'article montre ainsi la dimension éminemment politique de la ressource, au sens où elle est sans cesse renégociée.

Innover dans la recherche sur la ressource en montagne

Ici doivent être mis en lumière les jalons que pose la recherche alpine pour penser autrement la fabrique des ressources, par-delà les approches disciplinaires.

D'abord, elle reconnaît le rôle clé des territoires, d'espaces situés, caractérisés, appropriés de manière tout à fait singulière, dans l'invention de ressources. Le territoire est dès lors compris non comme support ou contenant des innovations mais comme partie prenante de celles-ci, constitutif de celles-ci. Les chercheurs considèrent désormais la diversité des territoires, leur différenciation croissante. Ils reconnaissent la nécessité de changer de prisme d'analyse selon les types d'espaces étudiés, plus ou moins marginalisés, plus ou moins innovants. Ils invitent à comprendre les processus de marginalisation comme des processus relationnels par lesquels se construit la spécificité du territoire. Ils réfléchissent à des manières de rendre compte aux acteurs de cette diversité, de leur fournir des outils d'analyse susceptibles de les aider à mieux la prendre en compte. En s'efforçant ainsi de dépasser la logique centre/périphérie et

d'être attentifs à la diversité des territoires, ils permettent d'avancer dans une compréhension plus fine des dynamiques locales en cours, utile aux acteurs.

Par ailleurs, la recherche alpine ne se satisfait plus d'approches uniquement économistes ou uniquement environnementalistes, qui réduisent la question de la ressource alpine à une question d'intégration au système économique dominant ou à un problème de protection de ressources naturelles qui existeraient de façon immanente. Les chercheurs s'efforcent d'adopter une perspective plus globale. Ils s'accordent sur le fait que la ressource est un construit social : pas de ressource en dehors de l'humain, pas de ressource en soi ; mais des ressources façonnées par la main des acteurs, en fonction de leurs besoins, de leurs intentions et des actions qu'ils entreprennent. Les moteurs de l'action (et ses effets), s'ils peuvent être d'ordre économique, sont aussi d'ordre culturel, comme le montrent la géographie culturelle et l'anthropologie. La compréhension de la fabrique des ressources en montagne est également enrichie par les études qui soulignent la dimension fondamentalement politique de ces processus – véhiculant une vision du vivre-ensemble. Elles permettent d'identifier les acteurs de l'invention des ressources – qui sont souvent ceux que l'on n'attendait pas, ou plus. Valentina Porcellana, Giulia Fassio, Pier Paolo Viazzo et Roberta Clara Zanini montrent le rôle-clé joué par les acteurs locaux dans ces processus quand nombre d'auteurs ont accordé le premier rôle aux facteurs externes aux territoires (par exemple les nouveaux habitants, qui apportent un regard neuf sur des ressources insoupçonnées qu'ils contribuent à révéler). La recherche alpine se focalise de plus sur les jeux d'acteurs, les conflits et les formes de coordination émergentes, et montre que la fabrique des ressources est un processus négocié. La réflexion porte aussi sur les jeux d'échelles qui sous-tendent ces jeux d'acteurs : comment les acteurs, dans leurs pratiques, articulent-ils les niveaux d'échelles ? À quelles échelles tentent-ils de coordonner leurs actions ? Quelles échelles font sens pour eux ? Autant de questions dont s'emparent les auteurs de ce dossier : Karin Zbinden Gysin montre la circulation du référent alpin dans les échanges entre descendants d'immigrés tyroliens au Pérou, touristes tyroliens qui viennent visiter la communauté, et ONG tyroliennes qui interviennent au Pérou. Stéphane Nahrath et Christian Bréthaut s'intéressent à l'intercommunalité comme nouvelle échelle de gouvernance dans des espaces touristiques. Erik Gløersen, Clemens Mader et Engelbert Ruoss travaillent sur des modèles susceptibles d'aider l'Union européenne à mieux prendre en compte la diversité des territoires alpins. Une telle prise en compte des ressorts culturels et politiques de la fabrique des ressources en montagne permet de recentrer la réflexion sur les acteurs de ce processus, leurs besoins, leurs aspirations, leurs croyances, leurs relations. Elle ouvre la voie à une pensée critique de la « ressource » qui met au cœur de son attention l'humain, les montagnards, ceux qui sont concernés directement par la fabrication de ressources parce que leur (sur)vie en dépend, et les artisans de cette fabrication. Elle interroge le rôle du chercheur vis-à-vis de ces acteurs.

Plaidoyer pour une pensée critique de la ressource

Une réflexion nécessaire sur le positionnement du chercheur dans la société

Comment la recherche scientifique peut-elle apporter un appui aux acteurs dans leurs efforts pour faire des Alpes des territoires où l'on vit bien, en fonction de valeurs partagées constructives ? Cette question constitue l'un des fils conducteurs des ForumsAlpins. On peut y apporter des réponses différentes : pour certains chercheurs, il faut partir des projets des acteurs et s'efforcer de les améliorer. Tel est le point de vue d'Erik Gløersen, Clemens Mader et Engelbert Ruoss qui critiquent les modèles sur lesquels se base l'Union européenne pour façonner les politiques appliquées aux territoires alpins, et proposent des modèles alternatifs de collecte et de gestion des données géographiques, susceptibles de constituer une aide aux décisions prises par cette institution.

Le chercheur peut aussi travailler en amont, pour faire de la ressource un concept opérationnel. Pour que les sciences sociales soient utiles aux acteurs, elles doivent décrypter les principes, les idéologies dans lesquels s'inscrivent les discours et les actions des acteurs, développer une vision critique des manières avec lesquelles ils mobilisent la « ressource ». Cela implique un positionnement politique assumé ou du moins un engagement éthique du chercheur ; qu'il accepte que le savoir qu'il produit soit « situé » (Collignon, 2010 ; Hancock, 2007) et qu'il énonce d'où il parle, comme le font nombre de chercheurs américains lorsqu'ils développent une pensée critique du capitalisme en revendiquant un positionnement radicalement à gauche de l'échiquier politique (par exemple Wallerstein, Calhoun, Collins, Mann, Derluigan, 2014 ou Fraser, 2016). Tout l'enjeu est d'être conscient des croyances et des idéologies que véhicule et perpétue notre recherche, de les expliciter, de parvenir à garder une distance critique à l'égard des modèles interprétatifs du monde et de faire en sorte que les sciences sociales contribuent à construire de nouveaux paradigmes¹¹.

Comment éviter de produire un discours idéologique pour (ren)contrer un autre discours idéologique sur la ressource ? Deux propositions pour échapper à l'ornière : premièrement, historiciser les discours sociaux et politiques tenus sur celle-ci, pour comprendre dans quel contexte historique la « ressource » est née et s'est développée, selon quels rapports de force et quels aléas ; deuxièmement, analyser les effets sociaux des politiques et des projets visant à fabriquer des ressources, pour montrer leurs impacts, leurs limites et parfois leurs impasses. En effet la fabrication des ressources par les acteurs emprunte des chemins délimités par de nombreuses contraintes et surtout par des représentations dont les acteurs n'ont pas forcément conscience ou connaissance. Que les sciences sociales en éclairent les angles morts pour envisager en quoi et selon quels modes la ressource est un construit relativement récent, à partir de quelles représentations elle est construite, et avec quels effets sur la réalité sociale, constitue un apport à la fabrication même des ressources.

On arrive à propos de la ressource à un point déterminant, la question de l'apport des sciences sociales à la société. Mais le détour que proposeront les sciences sociales est vaste car les chercheurs ne sont pas des experts : ils explicitent les questions auxquelles répondent les acteurs, et peuvent les reformuler avec profit, pour provoquer de nouvelles réponses et de nouveaux fonctionnements. C'est ce détour qui doit être au

préalable argumenté en soi, pour commencer auprès des chercheurs eux-mêmes : « en quoi une autre approche de la ressource va amener la société à produire des ressources qui auront un effet plus bénéfique pour cette société ? » pourrait constituer un sentier exploré, puis fréquenté par les chercheurs comme par les acteurs. Le terme de « ressource » comme celui d'« innovation » se voient attribués, dans le discours social et politique de tous, une connotation positive. Utilisant l'attentivité comme un principe de précaution nécessaire qui consisterait à envisager les effets de chaque nouvelle ressource sur l'environnement et sur l'ensemble des acteurs, il convient d'étudier les effets des projets menés au nom de la ressource et de l'innovation, pour voir quels processus sociaux ils engendrent effectivement. Observer ce qui fait ressource, qui fabrique la ressource et pour qui, permet de déconstruire les rapports de pouvoir dans lesquels ces projets s'inscrivent, et ainsi de montrer la distance entre les discours, les objectifs déclarés, les idéaux, et les actions concrètes. Il s'agit, pour comprendre les causes profondes de ces contradictions et impasses, de décrypter les mythes sur lesquels reposent les projets et les discours sur la « ressource » : à quelle hiérarchie des valeurs correspondent-ils ? Les propositions que nous allons développer dans les lignes qui suivent visent à produire une pensée critique ancrée dans l'analyse rigoureuse d'une réalité sociale, en articulant une analyse des effets des projets à partir de travaux menés sur le terrain, et une analyse des croyances collectives qui engendrent ces effets en les replaçant dans le contexte historique de leur apparition.

Historiciser les discours sociaux et politiques sur la ressource

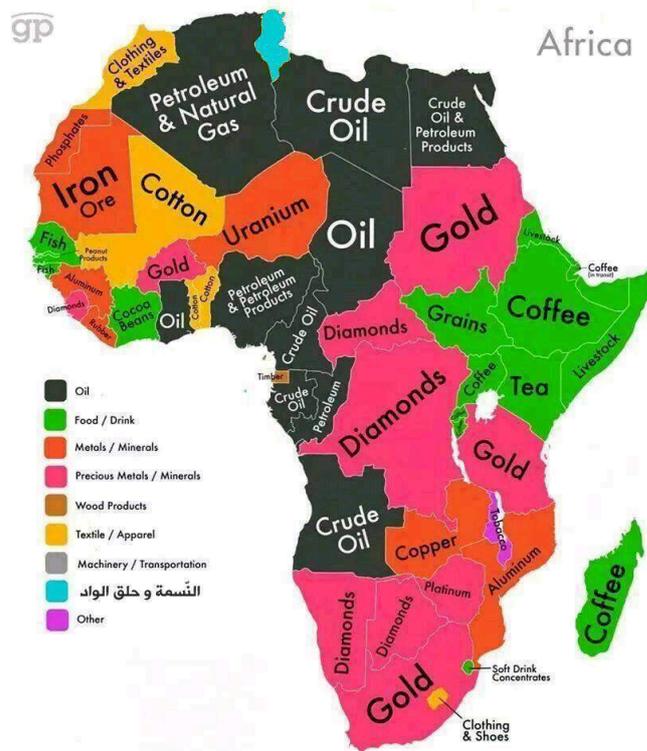
Historiciser les discours sociaux et politiques sur la « ressource », comme le font des historiens (mais aussi des philosophes et des sociologues) qui s'efforcent de remettre en contexte la naissance des principes qui régissent nos sociétés, montre que ces grands paradigmes sont profondément marqués par le contexte social dans lequel ils sont nés et qu'ils relèvent de croyances collectives : ils constituent des moteurs aveugles de la société. Inspirées par cette démarche, on peut s'efforcer de retracer le contexte d'apparition des discours sur la « ressource ».

Mobiliser l'historicité de la notion de ressource éclaire le mouvement récent du développement des ressources : son accélération et sa brutalisation, pourrait-on avancer, avec la colonisation, l'esclavage (Losurdo, 2014) qui accélère la mondialisation ; une inflexion parallèle, un doute, depuis toujours exprimé par les acteurs sociaux (voir les travaux de François Jarrige sur le progrès et sa contestation) et exprimé encore aujourd'hui à l'égard du système capitalisme libéral – ainsi Immanuel Wallerstein *et al.* (2014) annoncent-ils la fin du capitalisme libéral par la fin de la consommation.

Il semble en effet qu'on ne parle de « ressource »¹² que depuis l'apparition du capitalisme libéral. Pour accumuler de façon incessante et croissante du capital, définition que donnent Wallerstein *et al.* (2014) du capitalisme, il faut produire des biens et les vendre, donc créer sans cesse de nouvelles ressources et les exploiter toujours davantage, penser tout ce qui existe comme pouvant potentiellement être exploité et entrer dans des circuits marchands. Cela est permis par un changement de regard sur le monde, en lien avec un nouveau rapport au temps : au tournant du XIX^e siècle, la croyance dans le « progrès », la foi dans la capacité de l'humanité à développer des savoirs et techniques nouveaux, induit l'idée d'une progression linéaire de l'humanité vers un futur forcément meilleur (Jarrige, 2014). Mais alors que le progrès et

le libéralisme qui naissent de manière concomitante sont présentés comme des idéologies de libération de l'Homme, elles apparaissent dans un contexte d'exploitation brutale, en lien avec l'esclavage¹³ et avec le colonialisme¹⁴, avec une immédiate pollution, ce qui reflète dès le début la tension entre une vision idéale et des réalisations concrètes qui vont à l'encontre de celles-ci, la question se profilant derrière étant : « À qui profite le/ce progrès ? » – *quid prodest* ? Au-delà du contexte, on a vu que la conception du monde sur laquelle reposent ces grands paradigmes (le monde regardé comme une juxtaposition de ressources potentielles) suppose une exploitation et des rapports de domination. Cela nous semble faire écho à la situation actuelle : les discours sur l'innovation et la ressource ne seraient-ils pas les versions actualisées de l'idéologie du progrès ?

Figure 4. Le monde est une vaste ressource, les hommes n'existent pas



La carte est récente et cette conception de la ressource, très récurrente.

Source : tsimokagasikara.wordpress.com¹⁵

Après la seconde guerre mondiale, l'idéologie du progrès est incarnée par les nouveaux discours sur le « développement ». Gilbert Rist (1994) a montré que le développement fait figure de mot d'ordre sous-tendant des politiques qui n'ont cependant pas l'effet attendu : le social est sacrifié à l'économique et les inégalités s'accroissent parce qu'au nom du développement sont en fait appliqués les principes du libéralisme économique. La croissance économique reste le maître mot. Un tel développement fait figure de croyance collective, au même titre que le paradis après la mort dans d'autres sociétés, pouvons-nous ajouter, au sens où il reste un idéal jamais atteint, mais continue d'imprégner les discours sociaux et politiques ainsi que l'ensemble des structures sociales, sans être remis en question. Serge Latouche (2009) estime que tous les « développements à particule » (comme le développement « durable ») peuvent être

considérés de la même manière : l'environnement est, dans les faits, sacrifié à la croissance économique. Ainsi, la mobilisation du terme de « ressource naturelle » en parallèle de l'émergence de la notion de « développement durable » dans le champ social et politique (qui induit l'idée que les ressources ne sont pas illimitées, que l'on ne peut pas les exploiter indéfiniment) ne remet pas fondamentalement en cause les grands principes de fonctionnement sur lesquels se base notre société. Le fait qu'actuellement la « ressource » soit le plus souvent réduite à une « ressource économique » montre que son utilisation par les acteurs répond à des besoins qui se comprennent dans le cadre de systèmes qui continuent à faire de l'idée de progrès indéfini de la société, de la production et de la consommation de biens matériels, de la rentabilité, de l'argent, les valeurs maîtresses.

Pour pouvoir adopter une démarche critique vis-à-vis de cette considération de la seule valeur économique, se pencher sur les manières alternatives mais minoritaires de produire de la ressource, de promouvoir d'autres valeurs, il nous semble qu'il faut considérer la ressource autrement, de manière moins fragmentaire, comme ce qui donne sens à un groupe social, ce qui fait sens pour lui, ce qui constitue son moteur, ce qu'il place en haut de son échelle des valeurs, qu'il va mobiliser, valoriser, pour faire tenir le groupe et faire en sorte qu'il vive bien, qui n'est pas nécessairement quelque chose à commercialiser mais peut être aussi la production de lien social, sans nécessairement passer par la commercialisation de quelque chose (pourquoi votre adolescent veut-il un iPhone ?). En mobilisant l'attentivité, porter attention aux effets de l'initiative dans d'autres domaines que le domaine économique immédiat – social, culturel – dans un monde où l'interdépendance est de mieux en mieux connue, apparaît primordial, et l'effet économique peut devenir un objectif parmi d'autres, porteurs de « vivre bien »¹⁶.

Déconstruire les rapports de pouvoir qui sous-tendent la fabrique des ressources

Quels sont les effets sociaux des projets mis en œuvre par les acteurs en vue de fabriquer des ressources ? Nombre d'auteurs, comme Stéphane Nahrath et Christian Bréthaut, analysent les conflits entre les acteurs, leurs efforts pour coordonner leurs actions. On pourrait y adjoindre un discours critique sur les rapports de pouvoir que recouvrent ces jeux d'acteurs. En effet, se demander selon l'attentivité « par qui et pour qui y a-t-il ressource ? » implique de déconstruire voire de dénoncer les rapports de pouvoir qui sous-tendent les processus d'invention de ressources. Innovation signifie transformation de la société en profondeur. Mais ne concerne-t-elle pas plus particulièrement certains groupes sociaux ? N'exclut-elle pas certains groupes et certains territoires ? Il s'agit d'interroger la face cachée de toute innovation et de s'interroger sur la diffusion des innovations : ont-elles été appropriées par les populations concernées et adaptées à leurs besoins, à leurs valeurs ?¹⁷

Comment analyser ces rapports de domination ? Il paraît d'abord nécessaire de comprendre dans quels systèmes normatifs et idéologiques s'inscrivent les projets visant à fabriquer des ressources et d'étudier en quoi ces systèmes sont producteurs de tels rapports de pouvoir. Il convient également d'identifier dans quel système de domination tel territoire de montagne est une « marge », quel processus social et politique fait qu'il est considéré comme tel à un moment donné. Nous ne faisons

qu'évoquer cette proposition, en partie développée ci-dessus. Peut être mobilisée ici la littérature critique à l'égard du système économique capitaliste, libéral, actuellement dominant (Wallerstein *et al.*, 2014), et des politiques dites de « développement » que des auteurs voient comme le corolaire de celui-ci (Rist, 1994 ; Latouche, 2009). Elle montre que ce système – parce qu'il se base sur la production toujours croissante de biens matériels, maîtrisée par une minorité de personnes, sur la concentration par celles-ci des richesses issues de cette production et sur l'exploitation par cette minorité (toujours croissante elle aussi) d'autres personnes, en vue de produire ces biens – ne peut que générer et accroître toujours plus les inégalités sociales et territoriales, et ne peut que se baser sur des rapports de domination.

Ne peut-on pas considérer qu'en montagne, la fabrication de ressources dans un tel cadre vise ou aboutit à faire entrer dans le système d'échanges libéral, donc monétisé, des éléments qui n'y étaient pas, qui auparavant étaient des pratiques invisibles, des services rendus implicitement (comme l'éducation domestique ou les services environnementaux réalisés par les paysans), avec l'effet d'un contrôle, d'une uniformisation de ces éléments, des personnes qui les effectuent, et des territoires dans lesquels elles vivent ? Utiliser la rhétorique de l'innovation et de la ressource (là où on ne voyait que retard) ne risque-t-il pas de laisser croire que les espaces marginalisés sont des espaces capables de se débrouiller par eux-mêmes, et de justifier l'absence de politiques publiques à leur égard ? De tels discours valorisant la capacité d'action des montagnards ne sont-ils pas, en un sens, des discours de consolation, pour des personnes et des territoires qui restent marginalisés ?

Mobiliser la « ressource » dans le cadre d'une pensée critique, c'est décrypter les usages qu'en font les acteurs, et les idéologies qu'ils recouvrent. C'est aussi analyser de nouveaux usages du terme, par des acteurs qui entendent justement résister aux modèles dominants, les contester, inventer des alternatives à ces derniers dans les espaces marginalisés. Il convient alors d'appliquer la même réflexion critique à leurs projets : quelles valeurs défendent-ils, sur quelles croyances se basent-ils ? Parviennent-ils à inventer des manières de bien vivre, diversement ? Comment font-ils avec les normes et valeurs dominantes, avec un système dont ils ne peuvent s'extraire tout à fait ? Sont-ils vraiment des avant-gardes pour réfléchir à de nouvelles manières de vivre, parviennent-ils à sortir des relations de dépendance ou bien, là encore, leurs projets ne sont-ils que des pis-aller pour des territoires maintenus dans l'écart ? Il convient également de questionner les rapports sociaux qui sous-tendent l'invention d'alternatives : travailler collectivement autrement peut bouleverser la donne aussi bien que reproduire, renforcer des rapports de pouvoir, ou créer de nouvelles hiérarchies. C'est toute la complexité des rapports de domination qui traverse les espaces marginalisés et les processus de fabrication de ressources qu'il s'agit d'interroger.

Pour cela, différents outils théoriques peuvent être sollicités. Premièrement, on peut s'appuyer sur les travaux de Raffestin (1980), qui invite à envisager la ressource comme ce qui cristallise les oppositions entre les acteurs et ce qui fait l'objet d'une négociation entre eux, celle-ci étant traversée de jeux de pouvoirs. La réflexion peut alors porter sur les synergies existantes ou non entre les acteurs, la façon dont ils participent aux négociations et aux décisions, l'échelle à laquelle les négociations se déroulent et les décisions se prennent, mais aussi sur les acteurs absents, pour questionner la diversité sociale des processus de production des ressources. On pourrait aller jusqu'à considérer que cette diversité constitue en elle-même une ressource. Deuxièmement, il s'agit de

prendre le point de vue des acteurs exclus de ces processus, comme le préconisent les études postcoloniales et plus précisément le champ des *subaltern studies*, à la suite de Spivak (1988). Peu utilisées dans les études sur les Alpes, elles permettent de voir ces processus par leurs envers, leurs échecs. Adopter le point de vue des exclus permet aussi de questionner le système producteur de l'exclusion et ce qui en constitue le moteur. Ces champs d'études permettent également d'interroger le rôle des élites dans les mouvements de contestation des modèles dominants, dans l'invention d'alternatives à ces derniers (Gayatri Spivak rappelle que les « subalternes » forment une catégorie qui n'est pas uniforme mais est traversée par des processus de domination). Troisièmement, on peut mobiliser des auteurs qui permettent de comprendre comment les exclus font avec les systèmes de domination, dans le cadre de relations complexes. Les processus de fabrication de ressources en montagne peuvent être compris comme des espaces de savoir/pouvoir, des arènes politiques au sens où les acteurs en situation de domination y mettent en œuvre des stratégies et des tactiques visant à négocier leur légitimité, leur place dans la société (De Certeau, 1980). Ils s'arrangent avec les normes, bricolent des savoirs décloisonnés¹⁸ à partir de ceux qui leur sont imposés et de ceux qui sont les leurs, pour négocier un pouvoir et mieux contourner les contraintes établies par les acteurs dominants.

La fabrique des ressources par les acteurs ordinaires dans des espaces ordinaires

Il importe alors de se demander comment faire ressource et de questionner les pratiques sociales, les actions entreprises par des individus et des groupes sociaux pour faire avec les modèles dominants pour leur inventer des alternatives. Comment analyser les alternatives inventées par les acteurs en montagne, à travers le prisme des rapports de domination mais sans que la réflexion ne se limite à ceux-ci ?

Il s'agit d'abord, pour étudier des expérimentations dans leur singularité, de dépasser le prisme centre/périphérie à travers lequel la montagne est encore trop souvent pensée. Cette approche a tendance à réifier les marges, à donner à penser que la situation des montagnes est figée et subie par ses habitants. Elle enferme la montagne dans un modèle unique de compréhension, économiste et spatialiste, qui ne permet pas de comprendre la diversité, la créativité et la complexité des territoires de montagne, qui sont aussi des lieux de militantisme politique, de création de lien social, d'inventions artistiques. Elle enferme dans des catégories et des hiérarchies dualistes qui n'ouvrent pas la voie à des politiques inspirées par ces expérimentations.

Comment changer de prisme de lecture ? Il faut comprendre autrement les rapports entre espaces, considérer que les acteurs des montagnes inventent des ressources en relation avec d'autres acteurs et territoires, en montagne ou ailleurs. On peut aussi se demander dans quels types d'espaces se fait l'innovation. Les auteurs qui se sont intéressés aux innovations sociales en ville (comme Sampieri) montrent qu'elles se font aussi dans des espaces interstitiels situés tant au cœur de la ville que dans ses périphéries, dans des espaces disséminés mais souvent mis en réseau par les acteurs. Ce qui compte n'est pas tant la distance physique par rapport à un centre que la possibilité dans ces espaces de marquer une distance symbolique, d'envisager autrement la citadinité. Ces réflexions engagent à changer de manière de considérer l'espace, de le penser comme discontinu et réticulaire.

Ne pourrait-on pas considérer les territoires de montagne comme des espaces « ordinaires » au sens que donne Jennifer Robinson (2006) à ce terme, c'est-à-dire non pas comme des espaces banals dans lesquels ils ne se passerait rien de novateur mais au contraire comme des espaces aux trajectoires singulières, dans lesquels se font des expérimentations susceptibles d'avoir une portée au-delà des montagnes ? « Ordinaires » devient le pluriel de singulier et permet aux sciences de la société de s'emparer de la singularité. Cela implique de décoloniser la production du savoir sur les montagnes en cessant de les appréhender par différence avec des centres urbains, dans leur dépendance à ces derniers, dans un retard qu'elles auraient par rapport à ces derniers. Car, ce faisant, la recherche donne du crédit à des hiérarchies produites dans le champ social et politique et aux logiques économiques qui les sous-tendent, et risque d'accentuer la marginalisation des montagnes et surtout de l'essentialiser, de la considérer comme inhérente aux montagnes et non plus liée à une certaine approche, à une certaine échelle. Les montagnes peuvent être pensées comme des espaces « ordinaires » au sens où ses territoires ont leurs spécificités propres, où leurs acteurs y font des expérimentations singulières, adaptées à des contextes particuliers, et donc irréproductibles, c'est-à-dire ne pouvant « faire modèle » ailleurs. Ce qui importe n'est pas de voir si, quantitativement, ces expérimentations sont diffusées dans le reste de la société, mais de voir ce qu'elles apportent qualitativement, en termes de potentiel à changer l'ordre social et spatial constitué, de capacité à inventer des manières singulières de vivre qui peuvent avoir une portée plus large et inspirer des acteurs au-delà des montagnes.

Comprendre les montagnes comme des espaces « ordinaires » nécessite de promouvoir une production décentralisée du savoir sur les montagnes, en développant une plus grande sensibilité à la diversité de ses territoires et des liens qu'ils entretiennent entre eux et avec des territoires non montagnards, et également en partant des expérimentations effectuées à l'échelle locale par les acteurs ordinaires de ces territoires. Il s'agit alors de s'intéresser aux petites initiatives privées et associatives, tout autant qu'aux politiques publiques, et de rendre aux acteurs intervenant en montagne leur *agency*, leur créativité, leur capacité à se mettre en mouvement, à contrer ou à contourner les processus de marginalisation le cas échéant¹⁹. Dans la lignée des *subaltern studies*, il convient de se tourner vers les *acteurs ordinaires* en se focalisant sur ce qu'ils inventent, et non sur leur confrontation avec des processus de marginalisation. On peut s'inspirer des anthropologues qui, comme Michel Agier (1999), se focalisent sur les compétences des habitants des espaces urbains « incertains » à inventer d'autres expériences de la citoyenneté. Les historiens explorent actuellement les angles laissés morts dans une histoire fabriquée auparavant par les « vainqueurs » (de l'esclavage, de la colonisation, des guerres – de la violence donc ; des femmes, des victimes, bref des invisibles aux agirs invisibles), toujours en action. Il s'agit donc d'explorer l'histoire des victimes sans les réduire à leur qualité finale, ou plutôt, actuelle (donc sans vision téléologique). On sait mieux aujourd'hui que les colonies – l'Algérie par exemple –, territoires appropriés selon une carte uniforme, ont été dans une guerre incessante avec la métropole. Les victimes étaient des résistants avec toute leur agentivité. Les résistances se faisaient autrement que par les armes quand les armes n'étaient pas possibles. Des femmes esclaves des Antilles ont pu résister en assassinant leurs maîtres, de manière indécidable, avec du verre pilé mélangé au repas par exemple : comment tracer ces agirs invisibles opérés par les plus vulnérables ? Qu'auraient valu toutes les ressources (de travail, de temps, d'attention, de risque

social) mobilisées par *Fatima* (film de Philippe Faucon, 2015) pour les études de sa fille si celle-ci avait échoué aux examens finaux ? La réussite finale en moins, la valeur des ressources mobilisées par la mère aurait été aussi importante. Approcher l'insoupçonné peut constituer une manière décisive de restituer ce qui fait ressource, y compris pour projeter l'action. Les actuelles avancées de l'histoire « atlantique » permettent de jeter un regard nouveau et déterminant, à la fois sur les conditions de la traite des esclaves et sur les résistances qu'elle a trouvée (chanter, refuser de manger : des ressources pour résister, avant de devenir esclave, des ressources qui ont fait l'Amérique donc), ainsi que sur ses effets (Rediker, 2013, qui commence son ouvrage sur la tentative d'évasion d'une femme). Il s'agit donc aussi de restituer les effets néfastes à très long terme de cette traite – jusqu'à l'histoire des États-Unis aujourd'hui, au jour du Black Lives Matter – et d'interroger un système de mise en ressource qui a inauguré le système économique actuel.

Il y a urgence à penser la ressource avec délicatesse, du point de vue de ceux qui résistent aux modèles dominants de production des ressources, en montrant toutes les difficultés rencontrées par ces résistants et leurs enjeux, parfois dramatiques. Ils font en effet face à la fabrication de ressources de plus en plus immatérielles, sous forme de données informatives sur les individus et non sur les groupes, par des *data brokers*, courtiers en données, ces industriels d'aujourd'hui et de demain, qui sont au nombre de plus de 4 000 et produisent pour plus de 150 milliards de dollars par an (Harcourt, 2015). Les acteurs ordinaires sont aussi confrontés à la marchandisation de ressources qui ne l'étaient pas auparavant. Les travaux sur le *care* repris par Nancy Fraser (2016) montrent qu'une partie des ressources, consacrées à la reproduction sociale (éducation, soin des malades etc.) et à l'entretien de la société n'est pas monétisée par le système capitaliste libéral qui se développe au XIX^e siècle. Or le *care*, pris en charge en partie par la communauté au sein de certains États, est de nouveau privatisé aujourd'hui. La mise en marché de cette ressource, notamment par les femmes, est évocatrice de l'invisibilité de certaines ressources accentuée par la seule logique du marché et des bouleversements que la mise en marché des ressources (pour en faire des ressources valables sur le marché, donc monétisées) peut provoquer : les migrantes laissent leur famille pour apporter ce *care* à une famille en Occident, afin que les femmes puissent travailler elles-mêmes. Que se passe-t-il au sein des sociétés où les mères laissent leurs familles ? Que se passait-il dans les familles des nourrices venues dans les grandes villes pratiquer l'allaitement mercenaire au XIX^e siècle ? L'attentivité rétroactive de l'historien permet d'y voir des répercussions jusque dans la filiation (Romanet, 2014). Il s'agit de se pencher sur les stratégies d'adaptation au processus de production de ressources dans le cadre du marché, mises en œuvre par les acteurs ordinaires.

D'un point de vue méthodologique, la micro-histoire nous donne des pistes importantes pour penser la fabrique des ressources par des acteurs de l'ombre et des manières de faire méconnues : exploiter des sources insoupçonnées, considérer des sources d'abord insignifiantes, multiplier les échelles d'approche, afin de redonner aux acteurs tout l'espace des possibles, passer du temps soi-même sur le terrain, bref prendre en considération que l'histoire, comme tout phénomène sociétal, comme toute recherche, n'est pas un résultat mais une relation et un processus – toujours en cours. On peut s'inspirer enfin des méthodes anthropologiques de collecte des données (temps long passé sur le terrain, observation participante, entretiens formels mais aussi informels...), et pratiquer une recherche collaborative : les ateliers d'urbanisme populaire, les conseils de citoyens ou d'habitants, les universités populaires constituent

autant de manières expérimentées par les chercheurs, de travailler avec et non sur les acteurs ordinaires et de prendre ainsi leur parole en considération, de croiser les savoirs d'usage de ces derniers avec les savoirs universitaires. De nouvelles pistes pourraient être davantage explorées en montagne pour restituer la recherche aux acteurs ordinaires (travail avec des artistes, réalisation de films ou de documentaires sonores), afin qu'ils bénéficient des résultats de la recherche et puissent les mettre au service de leurs projets, sans compter le changement de perspective que l'expérience même du face-à-face provoque pour le chercheur.

Analyser les expérimentations effectuées en montagne par les acteurs ordinaires signifie se pencher davantage sur les nouvelles modalités d'organisation collective, qui leur permettent de faire du collectif ainsi créé une ressource en soi. Les auteurs déjà cités qui travaillent en ville sur les formes d'innovation par le bas, (Agier, 1999 ; Sampieri, 2015 ; Robinson, 2006), suggèrent de partir du local, échelle qui fait sens pour les acteurs ordinaires et à laquelle ils agissent, parce qu'elle est l'échelle première du lien social et de la confiance reconstitués. Ils invitent à étudier simultanément les efforts des acteurs pour ancrer leurs projets localement, les mettre au service des sociétés et des territoires de montagne, et leurs efforts pour se brancher sur des réseaux qui se déploient à différentes échelles, du local à l'international. Cela engage, en appui sur la pensée d'Arjun Appadurai (1996) ou de Manuel Castells (1996), à considérer les dynamiques de transnationalisation²⁰ comme un nouveau levier d'action des mouvements sociaux : les acteurs ordinaires font circuler et connaître à travers les réseaux dans lesquels ils s'insèrent les expérimentations qu'ils réalisent à l'échelle locale. M. Agier montre ainsi que les acteurs des espaces « incertains » des villes qu'il étudie résistent aux processus d'exclusion et inventent de nouvelles manières d'habiter la ville dans l'interaction, l'échange avec d'autres acteurs, dans d'autres quartiers, dans les espaces ruraux ou même à l'étranger. Les relations sociales à distance viennent soutenir la reconstitution de relations sociales dans la proximité, le partage de valeurs peut déboucher sur des formes d'engagement et d'action politique concrètes et novatrices. Saisir ces innovations demande donc de multiplier les échelles et de varier les angles de vue.

Analyser la manière dont la ressource est fabriquée par les acteurs ordinaires dans les territoires de montagne et ce que leurs projets peuvent avoir de novateur implique enfin de comprendre ces expérimentations en les comparant sans cesse avec d'autres faites ailleurs, dans d'autres contextes (urbains, désertiques, etc.), en se focalisant sur le caractère novateur des expériences étudiées. Dans cette perspective, mobiliser des réflexions effectuées à partir d'autres contextes – comme nous l'avons fait dans cette dernière proposition en nous appuyant sur des auteurs qui travaillent sur la ville – nous semble particulièrement inspirant. À notre sens, c'est par le jeu des différences que l'on peut comprendre dans la complexité ce qui est propre à chaque contexte local ou régional, et ce qui fait une éventuelle spécificité alpine dans la fabrication des ressources.

Voici donc quelques pistes des réflexions qui visent, par-delà les contextes locaux et régionaux spécifiques, par-delà le contexte montagnard et alpin, à montrer l'étendue des possibilités d'un concept encore inexploité, et qui peut engager de nouvelles manières de penser ce que pourrait être bien vivre dans les Alpes et ailleurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Agier M., 1999.- *L'invention de la ville - Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Archives contemporaines.
- Amselle J.-L., 2000.- *Branchements, anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, 265 p.
- Antheaume B. et Giraut F., 2005.- *Le territoire est mort, vive les territoires !*, Paris, IRD, 384 p.
- Appadurai A., 2001 [1996].- *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 322 p.
- Castells M., 1999 [1996].- *L'ère de l'information. vol. 2, Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 538 p.
- Collignon B., 2010.- « L'éthique et le terrain », *L'information géographique*, 1, pp. 63-83.
- De Sardan O., 1995.- *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- Debarbieux B. et Rudaz G., 2010.- *Les faiseurs de montagne, imaginaires politiques et territorialités : XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, CNRS éditions, 373 p.
- Debarbieux B. and Rudaz G., 2015.- *The Mountain - A Political History from the Enlightenment to the Present*, University of Chicago Press, 352 p.
- Del Biaggio C., 2013.- *Linking up the Alps. How networks of local political actors build the Alpine region*, Université de Genève, thèse de doctorat.
- De Certeau M., 1980.- *L'invention du quotidien - Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- Fourny M.-C., 2014.- « Périphérique, forcément périphérique ? La montagne au prisme de l'analyse géographique de l'innovation », ATTALI M. et al, *Innovation en territoire de montagne. Le défi de l'approche interdisciplinaire*, Grenoble, PUG, pp. 135-174.
- Fraser N., 2016.- Conférence Marc Bloch. <http://cmb.ehess.fr>. Consulté le 06/12/2016.
- Gerbaux F. et Giraut F., (dir), 2000.- « L'innovation territoriale. Références, formes et enjeux », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, vol 88, n° 1. http://www.persee.fr/doc/rga_0035-1121_2000_num_88_1_2975. Consulté le 06/12/2016.
- Giorgi A., Borsdorf A., Köck G., Scheurer T., editors, 2015.- *Alpine Resources : Use, Valorisation and Management From Local to Macro-regional Scale. Proceedings of the ForumAlpinum 2014 in Darfo Boario Terme (Italy)*. Austrian Academy of Sciences, Vienna. <http://epub.oeaw.ac.at/ForumAlpinum14>
- Giraut F., 2009.- « Préface. Innovation et territoires : les effets contradictoires de la marginalité », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, 91-1, mis en ligne le 25 mars 2010. <http://rga.revues.org/783>. Consulté le 06/12/2016.
- Giraut F., 2014.- « Préface. Initiatives de développement au risque des qualités territoriales : regards aux Suds », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, 102-1, mis en ligne le 13 juin 2014. <http://rga.revues.org/2340>. Consulté le 06/12/2016.

- Gloersen E. et al, 2013.- *Strategy-development for the alpine Space. Final Report*, Alpine Space Programm, <http://www.alpine-space.eu/>. Consulté le 06/12/2016.
- Gumuchian H. et Pecqueur B. (dir), 2007.- *La ressource territoriale*, Paris, Anthropos, 252 p.
- Hancock C., 2007.- « Délivrez-nous de l'exotisme : quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nords) », *Autrepart*, n° 41 « On dirait le Sud », pp. 69-82.
- Harcourt B., 2015.- *Exposed*, Harvard University Press.
- Hartog F., 2003.- *Régimes d'historicité : Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- Jarrige F., 2014.- *Technocritiques. Une histoire des résistances au progrès technique*, Paris, La Découverte, 420 p.
- Krugmann P., 1991.- « Increasing returns and economic geography », *Journal of Political Economy*, vol. 99, pp. 483-499.
- Latouche S., 2009.- *Survivre au développement*, Paris, Mille et une nuits, 127 p.
- Losurdo D., 2014.- *Contre-histoire du libéralisme*, La découverte.
- Mathis Ch.-F., 2010.- In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne.
- Messerli B., IVES J.-D., 1997.- *Mountains of the world: a global priority*, New York, The Parthenon Publishing Group, 495 p.
- Oiry-Varacca M., 2012.- « Préface. Fabriquer des ressources territoriales pour renouveler l'offre touristique dans les Alpes et les Pyrénées », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, n° 100, mis en ligne le 17 décembre 2012. <http://rga.revues.org/1779>. Consulté le 06/12/2016.
- Perlik M., 2015.- « Les territoires de montagne comme fournisseurs mondiaux de ressources : nouvelles formes de disparités entre montagnes et pôles métropolitains », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, 103-3, mis en ligne le 10 mars 2016. <http://rga.revues.org/3130>. Consulté le 06/12/2016.
- Pestre D. (dir.), 2014.- *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*, La Découverte.
- Raffestin C., 1980.- *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 249 p.
- Raffestin C., 1986.- « Nature et culture du lieu touristique », *Méditerranée*, 58-3, pp. 11-17.
- Rediker M., 2013.- *À bord du négrier. Une histoire atlantique de la traite*, Seuil.
- Rist G., 1994.- *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 426 p.
- Robinson J., 2006.- *Ordinary Cities: between Modernity and Development*, London, Routledge.
- Romanet E., 2014.- « La mise en nourrice, une pratique répandue au XIXe siècle », *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化*, 8 | 2013, mis en ligne le 02 décembre 2013, <http://transtexts.revues.org/497>. Consulté le 06/12/2016.
- Sampieri A., 2015.- « Anti-urbanisme contemporain », Cristina Branchette (dir.), *Territoires partagés, une nouvelle ville*, Genève, Metispresses.
- Spivak G.-C., 2009 [1988] .- *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Paris, éd. Amsterdam, 110 p.
- Tappeiner U., Borsdorf A., Tasser E., 2008.- *Atlas des Alpes*, Spektrum Akademischer Verlag.

Sacareau I., 2011.- « Lorsque les pratiques touristiques renouvellent la ressource », Antoine J.M. et Millian J. (dir), *La ressource montagne. Entre potentialités et contraintes*, Paris, L'Harmattan, 287 p., pp. 195-211.

Veltz P., 1996.- *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel*, Paris, PUF, 262 p.

Wallerstein I., Calhoun C., Collins R., Mann M., Derluigian G., 2014.- *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, Paris, La Découverte.

NOTES

1. Luc Boltanski, *Hors Champs* du 22 septembre 2014, Laure Adler, France Culture. <https://www.franceculture.fr/emissions/hors-champs/luc-boltanski>. Consulté le 06/12/2016

2. L'ISCAR (International Scientific Committee on Research in the Alps) nous a mandatées pour construire un dossier avec des interventions faites au ForumAlpin 2014. Cet organisme transnational réunit un colloque international tous les deux ans. En septembre 2014, le thème retenu en est : « Ressources alpines. Usages, valorisation et gouvernance, du local au macro-régional ». Il a lieu à Darfo-Boario Terme, dans la vallée Camonica (Brescia), à proximité de Milan.

L'ISCAR a été fondé par les Académies scientifiques de Suisse, d'Autriche, de Bavière et de Slovénie ainsi que par des organismes de recherche en France (Irstea, Université Grenoble Alpes) et en Italie (Consiglio dei Ministri) pour promouvoir la coopération scientifique envisagée par la Convention Alpine. C'est un des précieux organismes dont l'action peut porter la recherche internationale et interdisciplinaire. La présidence va à l'un des États membres pour deux ans, et elle était assurée alors par l'Italie.

3. Site français du GUE (Global Underwater explorers). L'attentivité est utilisée en plongée DIR (Do It Right). <http://www.guefrance.com/attentivite>. Consulté le 06/12/2016.

4. *Aufmerksamsein* est une expression employée par Husserl et reprise au sein d'une philosophie de l'attention, par exemple ici <http://popups.ulg.ac.be/1782-2041/index.php?id=472> par Thimeo Breyer, « Attentivité et responsivité », *Bulletin d'analyse phénoménologique*, volume 6 (2010). Consulté le 06/12/2016.

5. <http://rga.revues.org/783>. Consulté le 06/12/2016.

6. <http://rga.revues.org/3130>. Consulté le 06/12/2016.

7. De la même manière que le « développement durable » est la grande utopie des années 2000, ou la gouvernance un peu plus tard, l'idée de « ressource » est une utopie actuelle – ces utopies constituant des points de fuite sur lesquels on pourrait comprendre un certain nombre de préoccupations. L'objectif n'est pas d'en affaiblir la pertinence mais plutôt de les situer et d'en saisir ce qu'elles produisent de constellation cohérente.

8. <https://mediaserver.unige.ch/play/89890>. Consulté le 06/12/2016.

9. <http://rga.revues.org/2340>. Consulté le 06/12/2016.

10. <http://rga.revues.org/1779>. Consulté le 06/12/2016.

11. Une telle prudence critique est d'autant plus de mise que l'« innovation » dans la recherche constitue l'un des mots d'ordre de ceux qui financent celle-ci. C'est précisément parce que l'« innovation » et la « ressource » servent à capter des crédits de recherche que leurs usages sociaux et politiques doivent faire l'objet d'un traitement critique.

12. Au sens défini par Boltanski au début de cet article.

13. Dans sa *Contre-histoire du libéralisme*, Domenico Losurdo (2014) montre que le libéralisme naît en lien étroit avec l'histoire de l'esclavage aux États-Unis, avec l'émergence de la propriété terrienne, en appui sur l'exploitation d'esclaves au profit des colons blancs.

14. Une des justifications de la colonisation est de trouver de nouvelles ressources à exploiter pour alimenter un système économique basé sur la production et la consommation de biens toujours croissantes. C'est ce que montrent les cartes coloniales qui localisent les « ressources » de chaque région, représentées par des symboles (un monument, une plante, un minerai...), soit autant d'éléments à exploiter par et au profit de la métropole. L'utilisation actuelle de la « ressource » présuppose et véhicule une vision du monde qui ressemble (encore) à celle-ci, transposition capitaliste et coloniale de la vision biblique de la terre comme ressource, avec le nécessaire passage par la domination d'une partie du monde sollicité.

15. <https://tsimokagasikara.wordpress.com/2015/03/07/afrique-madagascar-se-hisser-au-premier-rang-la-nation/>, source première : *Alternatives économiques*. Consulté le 06/12/2016.

16. Nous considérons qu'un des apports des sciences sociales est de montrer que le point de fuite du vivre bien est non pas un revenu par habitant augmenté mais *une finesse accrue d'humanité partagée* : tout ce qui contribue – système de communauté (d'assurance, de sécurité) sociale, insertion sociale (passant par le bénévolat et la formation autant que par l'emploi) ou techniques élaborées de guérison (du chirurgical au psychique) – à élargir et renforcer l'humanité, faite de liens, en soutenant le geste de ramener chaque individu au sein de ce groupe, ouvert par définition. Dans cette conception, les frontières sont des modules de filtres de passage et en rien des murs.

17. Ces questionnements rejoignent ceux d'Olivier De Sardan (1995) sur le « développement » qu'il définit comme un ensemble de processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources, de techniques et/ou de savoirs. Comment s'opère cette greffe ? Comment les populations concernées font-elles avec l'innovation, la réinterprètent-elles ? Cette interrogation prend aussi tout son sens dans un contexte de circulation des modèles de développement à l'échelle mondiale : comment les montagnards se les réapproprient-ils, dans le temps et les lieux singuliers qui sont les leurs ?

18. Nous n'employons pas les termes d'« hybride » ou de « métissé », car ils sous-entendent qu'il existerait des savoirs conçus comme des ensembles clairement identifiés et distincts. En parlant de décroisement ou de branchement, à la suite de Jean-Loup Amselle (2000), nous nous efforçons de dépasser les systèmes de pensée dualistes qui ne permettent pas d'appréhender les systèmes de domination dans toute leur complexité.

19. La perspective que nous développons ici se veut complémentaire de celle adoptée dans le dossier dirigé par Manfred Perlik (2015) <http://rga.revues.org/3130> dans cette même revue (consulté le 06/12/2016). Nous proposons de considérer les montagnes dans leur diversité, sans se centrer seulement sur les espaces emblématiques d'une dépendance à l'égard des plaines et des pôles métropolitains (comme peuvent l'être les espaces périurbains) mais en prenant également en compte les espaces interstitiels dans lesquels les acteurs inventent de nouvelles ressources. Il s'agit également d'adopter une posture critique à l'égard des modèles néolibéraux qui font de la montagne un simple fournisseur de ressources pour les plaines, tout en s'intéressant aux acteurs des montagnes (acteurs collectifs mais aussi individuels, acteurs institutionnels mais aussi acteurs privés, associatifs) qui interviennent à l'échelle locale et inventent, souvent dans les interstices et de manière irréproductible (Sampieri, 2015), des alternatives à ces modèles.

20. Le terme de « transnationalisation » est employé dans le sens que lui donnent dans les années 1990 les études migratoires puis le champ des études sur la mondialisation. Il permet d'englober différents faits sociaux, qui s'articulent pour alimenter un même processus relationnel et dynamique se déroulant à une échelle supranationale : des déplacements de personnes, sur des échelles de temps et d'espace variables ; des liens qu'établissent des individus par-delà les frontières sous forme de réseaux ; la circulation d'informations, d'éléments immatériels tels que

des référents identitaires, de modèles de développement ; les actions d'individus qui « se branchent » sur ces informations et sur les réseaux transnationaux, et qui ne sont pas incompatibles avec des actions d'ancrage à des territoires.

AUTEURS

MARI OIRY VARACCA

Maîtresse de conférences en géographie, laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs, Université Paris-Est Marne-la-vallée.
oirymarie@yahoo.fr

EMMANUELLE TRICOIRE

Enseignante et formatrice en histoire-géographie, rédactrice en chef de Espace temps.net de 2003 à 2007, éditrice et coordinatrice de la RGA de 2011 à 2015. Actuellement éditrice indépendante (L'écritoire).
Emm@nuelleTricoire.eu